KHEPER

FONDATION SCIENCES CITOYENNES

UNIVERSITÉ BUISSONNIÈRE des SCIENCES CITOYENNES

DU 20 AU 23 AOÛT 2015

TRESCLÉOUX // PONT LAGRAND // EYGUIANS

KHEPER ET LA FONDATION SCIENCES CITOYENNES FONT L'UNIVERSITÉ BUISSONNIÈRE

La première Université Buissonnière de la Fondation Sciences Citoyennes a eu lieu du 20 au 23 août 2015. C'était à Trescléoux dans les Hautes-Alpes.

Là, depuis cinq ans, étaient organisées les variantes locales du festival Sciences en Bobines (qui rassemble ses habitués venus de régions diverses). Et comme une suite logique, à nouveau le public est venu nombreux au rendez-vous annuel. Attiré par les thèmes chers à la FSC et développés au fil de conférences pédagogiques (enregistrées et disponibles en version audio sur www.kheper.org), il l'a été aussi bien par les repères festifs d'une organisation devenue familière : l'exposition des photographies de Denis Lébioda, les très prisés Théâtre Forum de Nicole Escaffre et de sa chaleureuse équipe, les magiques « sous l'arbre » ou matinées de dialogues en plein air (presque) auto organisées entre scientifiques et société civile, le support de quelques documentaires généreusement proposés par des participants venus sur place défendre leurs idées, sans oublier les incontournables moments de partage des nourritures terrestres de Pascal entouré de bénévoles. Le tout couronné, en soirée du dimanche 23 août, par les spectacles de notre ami chanteur-compositeur Géronimo Chapeau, et du très respectable Ioanes Quintête Métèque.

Ainsi était réussi, si l'on en croit les échos et les adhésions nouvelles, le pari d'un savant et savoureux mélange de connaissances pointues sur le questionnement des sciences à notre époque, et la facilité de leur partage auprès d'un public avide de savoirs.

Cette Université Buissonnière a été organisée par des bénévoles devenus administrateurs de l'association. Elle s'est structurée autour d'un groupe de sympathisants locaux avec qui nous avons travaillé cette année durant plusieurs mois sur les questions d'éthique et de responsabilité dans la recherche scientifique. Elle n'aurait pu voir le jour sans la collaboration amicale ni les interventions généreuses de plusieurs administrateurs, ainsi que de fidèles amis.

Enfin, elle peut également être vue comme une invitation adressée aux adhérents de participer à la diffusion des idées de la FSC, à leur niveau, à leur rythme, selon leurs moyens, leurs forces et leur imagination.

Nous remercions tous les participants qui ont permis d'insuffler à cette première Université Buissonnière l'élan pour une prise de conscience sur les questions scientifiques et techniques qui impactent de plus en plus intimement nos vies, dans une ambiance joyeuse et festive.

Les organisateurs de l'Université Buissonnière 2015,
Jocelyne et Pierre Mallet, administrateurs de la FSC.

N.B. Le présent document, rédigé et mis en forme par l'équipe salariée, vise à compléter les enregistrements sonores des conférences. Il ne prétend pas à l'exhaustivité.

SCIENCES CITOYENNES

PONT LAGRAND // 20 AOÛT 2015

La FSC est une association jeune (13 ans d'existence), créée par des chercheurs, dont la vocation est de porter un regard critique sur la science et les politiques publiques qui y sont rattachées. Elle vise à la transformation du rapport société-science afin de mettre cette dernière au service du bien commun. Elle questionne toutes les sciences.

Les changements majeurs subis par la science (mondialisation, brevetisation, développement de la techno-science et des techniques d'organisation issues du capitalisme libéral) orientent l'action de la FSC qui travaille à l'émergence d'une démocratie scientifique et technique en proposant des outils, des approches alternatives.

Pour ce faire, elle essaie notamment de réunir en son sein des chercheurs et des non-chercheurs pour agir conformément à son objet. Selon l'enquête réalisée pour affiner la connaissance de ses adhérents, les chercheurs et plus largement le monde de la recherche sont très représentés, le profil principal qui se dégage de l'enquête est un homme francilien, très diplômé plutôt âgé et en fin d'activité ; un profil assez éloigné de la société actuelle. Cela ne se reflète pas complètement au niveau des instances de l'association même si on constate une surreprésentation des chercheurs.

Comment favoriser une diversité de population au sein de l'association et l'accommoder dans son fonctionnement et dans le travail qu'elle produit ? Ce débat est le point de départ d'une réflexion sur la FSC et ses adhérents.

La création de groupes locaux est une réponse éventuelle. Dans les Hautes-Alpes, c'est la suite possible, si les conditions sont réunies, d'un enchaînement d'événements : d'abord adhésion individuelle, puis mise en place localement du projet Sciences en Bobines, puis l'Université Buissonnière. Il se trouve que des gens se sont agrégés au fur et à mesure de ces étapes et ont suivi l'évolution de cette présence locale et ponctuelle de la FSC au côté du partenaire haut-alpin, l'association Kheper. Puis ces gens ont souhaité s'impliquer davantage. Comment maintenir l'unité et le fonctionnement de ce groupe en devenir ? La question se pose depuis le début.

Est-il possible de répliquer une telle expérience et parvenir à un tel « état » de la présence de la FSC, un groupe local, dans le 05 et ailleurs ? On peut réfléchir à une stratégie à partir de cette « expérimentation » pas forcément reproductible à l'identique. Il y a des d'obstacles à surmonter : le fonctionnement interne centralisé de l'association, les rapports entre les gens, l'inégalité dans la maîtrise des sujets, dans la capacité d'expression écrite et orale de chacun, les moyens que l'association consacre à ses différentes activités, les modes d'action qu'elle utilise. Il faut d'abord une volonté et ensuite du « lien et du liant » pour arriver à créer et faire fonctionner un tel ensemble. Cette question de la place de l'adhérent touche à la nature même de l'organisation, entre association d'experts type « boite à penser » ou plus élargie, ouverte sur la société. Dans ce dernier cas, il faut dans l'ordre, toucher les gens, les intéresser, les accompagner dans leur réflexion en les impliquant dans l'activité de la structure.

http://www.kheper.org/Le-jeudi-de-l-Universite

PARCOURS CITOYENS EN VUE DU BIEN COMMUN

TRESCLÉOUX // PONT LAGRAND // 21 AOÛT 2015

Le thème de cette première discussion sous le tilleul concernait le parcours citoyen en vue des biens communs. Dans un premier temps la notion de vulgarisation a été mise en rapport avec le besoin d'acquérir des connaissances de façon à comprendre voire peser sur les décisions, que ce soit pour les citoyens ou les élus. Mais elle renvoie aussi aux messages que veulent faire passer les scientifiques ou les médias puisque certains se contentent de diffuser un savoir sans laisser de place aux controverses. D'où parfois une certaine forme de réductionnisme (la vie = l'ADN) qui ne laisse aucune place à une réflexion sur la complexité, à des échanges multidisciplinaires à même de croiser les savoirs et représentations du monde.

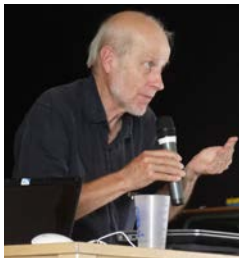
Une discussion démarrée sur la distinction vulgarisation (vision descendante de l'échange) de la médiatisation (vision plus horizontale) a montré que les mots sont parfois utilisés avec des définitions différentes, des fois à dessein (voir les controverses sur le développement durable) ce qui ne facilite pas les échanges. La question de la rationalité a aussi été débattue. Est rationnel celui qui ne sort pas du rang. La question du déni a également été abordée. Le rejet du catastrophisme conduit à reporter la prise de décision. Les solutions pour lutter contre le réchauffement climatique impliquent un changement de société, mais l'inaction aussi. Changement concerté ou changement imposé par les circonstances ? (*note :* cette discussion résonne étrangement avec les conséquences de l'État d'urgence que nous vivons actuellement)

Toujours sur cette question du langage, la discussion s'est enchainée sur la nécessaire déconstruction de l'idéologie dominante. Les chercheurs peuvent y contribuer, mais la participation des citoyens apparait indispensable et inéluctable, puisque le débat aura lieu quoi qu'il arrive et sur le terrain de la conflictualité s'il n'a pu être mené avec les institutions qui sont en théorie garantes de l'intérêt général et du bien commun. D'où un appel à une plus grande transversalité notamment pour créer des passerelles entre ceux qui savent, ceux qui pensent savoir et ceux qui veulent savoir, étant entendu que la répartition dans ces trois catégories ne va pas de soi.

N.B. Cette séance a été précédée de la lecture d'un texte de Françoise Martin Cola, membre du groupe local. Ce texte intitulé *Parler de nous parler* est disponible à l'adresse suivante :

- http://sciencescitoyennes.org/ub2015_parler-de-nous-parler/

Le contrat Science / Société



Rémi Barré, trésorier de la FSC, nous a présenté les grandes lignes de l'évolution du contrat science/ société. Celui-ci basé sur le compromis fordiste de l'après-guerre - la société endosse ces nouveaux modes de travail, de gestion des grandes entreprises et de mise en place d'un nouveau système de production et de consommation en échange d'un meilleur confort - subit un bouleversement à partir des années 80, du fait de la mondialisation et de la libéralisation de l'économie et de leurs conséquences sur le niveau de vie et de confort. La science fait peu à peu place à la technoscience, dont les impacts sur l'environnement et le vivant sont questionnés. De fait, en réaction se développe une remise en question de la délégation économique et industrielle aux entreprises et de la délégation de l'innovation aux scientifiques et à l'État. Les revendications participatives se multiplient, portées par un mouvement social qui s'oppose à un certain nombre d'acteurs puissants, étatiques et industriels qui ont intérêt à nous ramener au contrat d'après-guerre. Dans ce contexte inédit, la FSC tente de contribuer à faire entrer en démocratie différentes dimensions, les choix politiques, les choix de financements, mais aussi la recherche elle-même (participative) ou l'expertise scientifique (contestation à propos des OGM, des pesticides).

http://www.kheper.org/Remi-BARRE

Gènes, profits et pouvoirs

Dominique Cellier, administrateur de la FSC, a commencé sa carrière d'enseignant-chercheur en mathématiques en 1970, au sortir de 1968 en souhaitant faire des mathématiques qui servent à quelque chose. Le boum de génomique, et la fascination qui en a résulté, l'a conduit à une reconversion vers la bio-informatique, une discipline naissante. Mais c'est aussi l'occasion de sa première objection vis-à-vis de ce réductionnisme qui consistait à considérer qu'il suffisait de décoder l'ADN pour tout comprendre. La bio-informatique a servi à créer les outils permettant de stocker, d'analyser, de prédire de grandes quantités d'informations et d'améliorer les connaissances sur histoire de l'évolution. Une des conséquences de cette accumulation d'informations est que des acteurs ont imaginé s'en servir pour du diagnostic médical. Les perspectives de profits gigantesques ont suscité l'intérêt d'acteurs privés se livrant une course effrénée aux brevets. Tout est devenu guidé par cette recherche de profits, ce qui a eu un impact considérable sur le fonctionnement des laboratoires : projets à court-terme, en partenariat avec des entreprises, avec des chercheurs recrutés en CDD sur un projet. Les chercheurs sont en compétition. Il n'y a plus de partage. Alors que c'est la seule garantie de l'évolution des choses. Les premières questions qu'on doit se poser, c'est : la recherche qu'on fait, qui la décide ? Comment la fait-on ? Quelles vont être ses conséquences ? Quel est l'impact sur humanité, sur l'avenir des gens ? La responsabilité du chercheur se limite à la responsabilité légale.

http://www.kheper.org/CELLIER-Dominique

Patrimoine fruitier, le pointu

La présentation de François Warlop, administrateur de la FSC et agronome est disponible à l'adresse ci-après :

http://liencs.fr/kheper-fsc-pointue

http://www.kheper.org/Francois-WARLOP

Lecture d'un texte de Hirahi Norio

Jérémie Chapelain, par une lecture vivante, nous rapporte le témoignage d'un technicien japonais, pas militant contre les centrales nucléaires, mais consciencieux et inquiet des mauvaises pratiques professionnelles dans le milieu nucléaire à risque. Ce texte, écrit en 1996, résonne familièrement à nos oreilles, en particulier à l'évocation des malfaçons de la centrale de Fukushima.

Le texte « Témoignage d'un technicien chaudronnier japonais atteint d'un cancer » est disponible à l'adresse ci-après :

- http://tinyurl.com/nucleaire-japon
- http://www.kheper.org/Jeremie-CHAPELAIN

Une expertise sur le nucléaire

Charles Deguy, adhérent à la CRIIRAD (Commission de recherche et d'information indépendantes sur la radioactivité) témoigne à titre personnel de son engagement. Il rappelle la différence de moyens entre les institutions officielles que sont l'ASN (Autorité de sûreté nucléaire) et l'IRSN (Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire) avec un budget de 300 millions €) non disposées à identifier les contaminations existantes et la CRIIRAD (675 000 €), mentionne les expertises qu'il peut porter et le fait que la CRIIRAD a peu les moyens de décentraliser son activité, lui étant un contre-exemple.

A51 : la liaison Sisteron-Grenoble

Nous visionnons une vidéo émouvante et irritante sur le débat public organisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) en 2005 concernant une éventuelle future liaison autoroutière entre Grenoble et Sisteron. Pour certains il s'agit d'un modèle de démocratie participative, du fait de la qualité des débats. Pour d'autres, c'est un film de propagande, visant à faire croire que la démocratie réside dans le fait de laisser parler des gens devant des experts.

Nouveau journal associatif et responsable – Le prix libre

Gérald, Jocelyne, Pierre et Guy nous narrent l'empirisme de leur démarche, pour construire *Le Canard des Alpages* sur les ruines de feu *Buëch Mag* (40 ans d'existence…) ; Le canard se fixe pour but de « faire parler les gens », et est distribué sur des lieux de passage, est vendu à prix libre. Elisa évoque sa découverte du prix libre 2 ans auparavant, comment le concept a pu d'abord la décontenancer pour ensuite la séduire : il s'agit avec cette idée de prix libre de réapprendre la notion de valeur des choses.

Le Canard des Alpages est disponible sur le site de l'association Khéper :

- http://www.kheper.org/Canard-des-Alpages

COMMENT LES CITOYENS PEUVENT DÉCIDER DU BIEN COMMUN ?

En réponse à la question «Comment les citoyens peuvent décider du bien commun ?», Jacques Testart a présenté le projet des Conventions de Citoyens (CdC) dont il est l'initiateur à la FSC et plus largement il a abordé le concept d'humanitude développé ces dernières années. Le président d'honneur de la FSC a rappelé que décider du bien commun au sens politique du terme nécessite une définition claire et n'est pas sans exigences en matière d'indépendance vis-à-vis des influences extérieures (lobbies, etc.), d'acquisition de connaissances, d'altruisme et de capacité à formuler un positionnement clair.

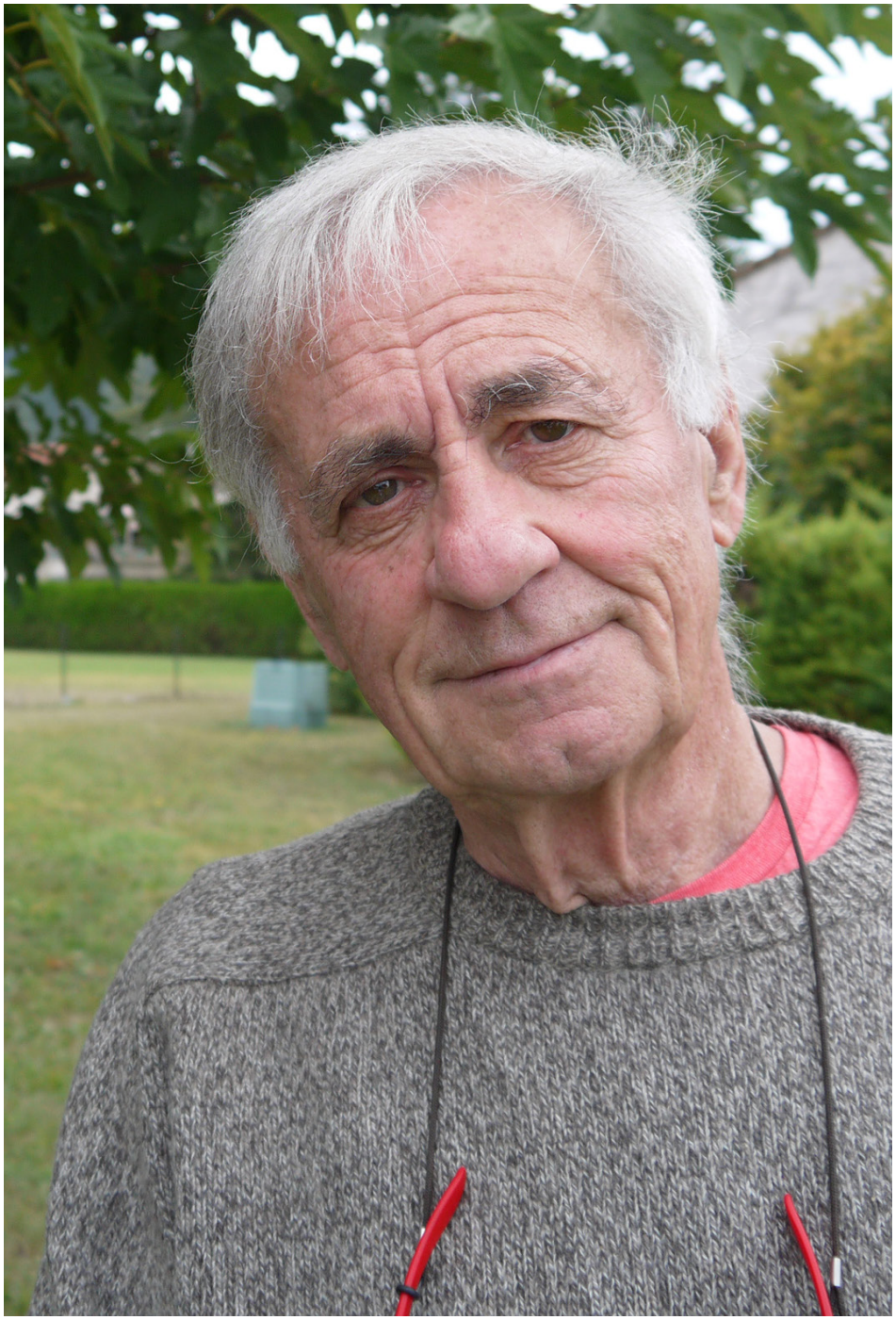
À l'heure actuelle, les élus décident du bien commun mais, sur les questions de technosciences - comme sur beaucoup d'autres -, cela suscite de la défiance chez les citoyens conscients de l'influence que peuvent avoir les groupes de pression sur lesdits élus et conscients également que les choix scientifiques et techniques relèvent d'expertises parfois douteuses.

Pour pallier cette défiance, les CdC fournissent un cadre méthodologique et législatif à même de permettre à une quinzaine de citoyens tirés au sort sur les listes électorales et formés sur des bases de connaissances contradictoires d'émettre un avis éclairé sur un sujet technoscientifique avant sa mise en débat parlementaire (voir également sur le site http://sciencescitoyennes.org/conventions-de-citoyens-cdc/).

Pour Jacques Testart, les CdC initialement développées au sein de la FSC pour répondre à des questions sanitaires et environnementales pourraient être élargies aux questions politiques et sociales.

Les CdC seraient un des éléments à faire valoir pour que les citoyens fassent oeuvre de ce que Jacques Testart appelle l'humanitude, une forme augmentée de la responsabilité individuelle placée sous le signe d'une «convivialité laborieuse», de la volonté d'agir prioritairement pour le bien commun de tous. Il va même plus loin en reprenant l'idée d'un sénat tiré au sort (voir L'humanitude au pouvoir, Éd. Seuil, 2015).

http://www.kheper.org/Jacques-TESTART



NOUVEAUX ENJEUX POSÉS PAR LA SCIENCE

TRESCLÉOUX // PONT LAGRAND // 22 AOÛT 2015

Les échanges suscités par l'intervention de Jacques Testart sur les Conventions de Citoyens (CdC) ont permis de clarifier le pari sur lequel elles s'appuient, sur ce qu'elles apportent en comparaison des débats publics notamment. Jacques Testart a pu revenir sur le fait que sa véhémence à l'égard du débat public provenait notamment du fait que le protocole de la loi utilisé par la Commission nationale du débat public (CNDP) est très critiquable et que les pouvoirs publics ont du mal à trouver des vertus aux autres procédures au prétexte qu'elles pourraient les priver de certaines de leurs prérogatives. Pour le président d'honneur, un grand nombre de personnes qui prennent la parole, cela relève de la liberté d'expression, pas de la démocratie. Le débat public permet de «s'extérioriser» ce qui n'est pas un mal en soi, mais ce n'est pas de la démocratie. Il constitue, pour le président d'honneur de la FSC un forum pour des porteurs d'intérêts et des porteurs d'opinions qu'il faut écouter, mais dont il faut aussi se méfier. Le bien commun ne peut se conclure par un débat public qui se résume à une accumulation d'opinions.

Les CdC, quant à elles, incarnent la «vieille utopie», au sens mélioratif du terme, de l'éducation pour tous. Elles recréent cette utopie au niveau d'un groupe restreint dont les membres recevront une formation complète à partir de laquelle ils pourront produire une position sur le bien commun. Les membres du panel à l'origine de l'avis sortent grandis des expériences proches des CdC. Une «magie» s'opère : non pas que la CdC soit une opération magique mais l'effet sur les membres du panel qui résulte de la production d'un avis rationnel est de l'ordre du magique. C'est précisément ce «changement d'état» qui relève de l'humanitude telle qu'elle est définie par Jacques Testart. Mais encore faudrait-il savoir si cette «magie» est reproductible dans différents groupes constitués et quelles étapes sont nécessaires pour qu'une confiance à l'égard des CdC s'installe dans la société et pour que les citoyens n'y voient pas une énième mascarade teintée de démocratie ou de participation. Malgré leurs vertus, les CdC n'intéressent pas les chercheurs et les universitaires : la sociologie ne porte qu'une attention relative aux procédures de type CdC en tant qu'objet social. Mais une de ses «ramifications» s'intéresse à la démocratie et à la construction sociale du commun (voir les travaux de Jean-Louis Laville ou Michel Callon notamment).

N.B. Cette séance a été précédée de la lecture d'un texte de François Rousseau. Ce texte est intitulé *Éthique et citoyenneté dans le groupe local* :

http://sciencescitoyennes.org/ub2015_science-ethique-responsabilite/

La géo-ingénierie : du principe de précaution à l'impératif d'urgence

Dominique Cellier a présenté la manipulation du climat à grande échelle aussi appelée géo-ingénierie. Les techniques de géo-ingénierie sont généralement divisées en deux grandes catégories : celles visant à capturer l'excès de dioxyde de carbone (CO_2) de l'atmosphère pour le transférer dans d'autres compartiments (couches géologiques, biomasse) et celles ayant pour but de réduire le rayonnement solaire capté par la Terre et la «serre» atmosphérique. Si certaines de ces techniques tiennent plutôt du domaine de la science-fiction, comme le déploiement de milliards de miroirs dans l'espace pour créer un « parasol spatial », d'autres paraissent plus réalisables avec les moyens actuels et certaines ont même déjà été expérimentées hors laboratoire. La présentation et l'analyse des ces différentes techniques a fait l'objet de la rédaction de fiches didactiques (voir ici : http://sciencescitoyennes.org/geo-ingenierie/). Au-delà des aspects «technoscientifiques» de la géo-ingénierie, le déploiement de cette dernière pose de nombreuses questions qui relèvent à la fois du rapport au progrès (La technoscience peut-elle répondre aux maux causés par la technoscience ?), de la géopolitique et de la diplomatie internationale (Qui aura la main sur le thermostat ? Quid de l'influence des lobbies ?) et du principe de précaution (Quelles conséquences auraient des expérimentations ?). La géo-ingénierie, aujourd'hui considérée comme un plan B, pourrait s'avérer être la seule approche possible en situation d'état d'urgence climatique (réchauffement global de plus de 2°C) avec des répercussions sur l'humanité et la biosphère absolument non maîtrisées. Comme l'a rappelé Dominique Cellier en conclusion de son intervention : «ce n'est pas le climat qu'il faut changer, c'est le système».

http://www.kheper.org/Dominique-CELLIER-2

Humanité-Inhumanité numérique

Maryvonne Holzem pose comme préalable que les méthodes des sciences de la nature sont généralisantes alors que celles des sciences de la culture sont individualisantes mais que cela ne joue pas sur la rigueur des travaux menés. Ce rappel étant fait, Maryvonne Holzem explique que la subjectivité n'a rien de péjoratif et qu'il faut s'opposer à l'individualisme méthodologique dès lors qu'il est question de culture et d'humanités : il nous faut croire en la construction plus qu'en l'accumulation, en l'éducation plus qu'en l'idéologie managériale, aux récits fondateurs plus qu'aux chroniques, aux connaissances plus qu'aux simples compétences… Et pour cause. Les théories mathématiques ayant présidé à l'émergence des sciences de l'information et de la communication, elles ont donné lieu à une vision réductionniste dans le développement du «numérique» occasionnant des menaces pour les sciences de la culture : standardisation sur des principes industriels, limite des abonnements numériques (non accès aux archives en cas de résiliation de l'abonnement par exemple…)… Concrètement, avec l'apparition et le développement d'une industrie dont Google est l'emblème, les mots ont perdu leur valeur d'usage, ils sont devenus des produits sur lesquels les utilisateurs n'ont aucune emprise ; c'est ce qu'on appelle le capital linguistique. Les mots deviennent des données, ils sont extraits de leur contexte et réorganisés et le fait d'y donner accès régit leur «existence». Pour autant le «numérique» est aussi une chance pour les sciences de la culture : les oeuvres de la culture humaine peuvent être remises sur «la table de travail» pour une ré-interprétation ; le numérique permet de faire parler un corpus à condition de choisir la lecture plutôt que le profilage. En d'autres termes, les sciences de la culture remplacent l'économie de la diffusion par une déontologie de l'interprétation.

http://www.kheper.org/Marivonne-HOLZEM

La responsabilité sociale et environnementale des Universités

La responsabilité sociale et environnementale des Universités est abordée par Bertrand Bocquet. Le contexte est rappelé, en évoquant le souhait des décideurs d'une économie de la connaissance, qui se heurte cependant aux finitudes de la planète. Il rappelle que la LRU (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités) a fait évoluer l'université vers les standards internationaux de compétition et de transfert rapide des technologies. Enfin et malgré la terminologie de la loi LRU, la notion de responsabilité reste peu présente dans les établissements de recherche.

La présentation est disponible à l'adresse suivante :

- http://tinyurl.com/UB2015-RSEU
- http://www.kheper.org/Bertrand-BOCQUET

Les robots-tueurs dits « moraux »

Pierre-Jean Dessertine nous interpelle quant aux millions de dollars investis pour la recherche visant à donner un sens moral aux robots. Est-ce à dire qu'il soit prévu de lâcher des robots dits « moraux » qui prendront de façon autonome la décision de tuer pour le Bien ? Un robot-moral est-il concevable ? Pierre-Jean met en évidence le fantasme démiurgique à l'œuvre derrière ces investissements irrationnels et l'impossibilité de conférer plus qu'un effet de moralité aux robots.

La démonstration est disponible à l'adresse suivante :

- http://tinyurl.com/UB2015-robots

Pesticides : l'effet cocktail institutionnel

François Warlop intervient et nous interpelle sur la fragilité des normes autour des pesticides. Après avoir rappelé l'omniprésence de substances actives dans nos quotidiens, il rappelle la complexité des processus de mise sur le marché, ce qui permet de diluer les responsabilités, tout en s'appuyant sur des normes vétustes. Ainsi, les effets des petites doses, les accumulations, les interactions entre les différentes molécules ne sont pas étudiés ou mesurés dans les protocoles actuels. L'ensemble de ces éléments mène à ce que François nomme l'effet cocktail institutionnel.

La présentation de François Warlop est disponible à l'adresse suivante :

- http://tinyurl.com/UB2015-pesticides
- http://www.kheper.org/Francois-WARLOP-129

Bien que le terme soit apparu il y a 30 ans, Isabelle Stengers définit la « technoscience » comme système émergeant à partir du 19ème siècle, avec le développement de la chimie allemande. La technoscience a émergé avec la symbiose systématique entre chercheurs et industrie qui a rapidement éliminé un ensemble d'anciens savoirs et pratiques. Les chercheurs ne sont alors plus formés dans la lenteur permettant de comprendre les pratiques artisanales. Enfermée dans son rapport de soumission et de connivence au progrès productiviste, la science ne s'adresse aujourd'hui qu'à une sélection d'interlocuteur : l'Etat et l'industrie. De ce point de vue, on peut parler d'une irresponsabilité, d'une habitude de ne pas répondre aux questions des citoyens et de se définir contre l'opinion.

Nous sommes en situation d'asservissement direct de la recherche. La position dominante chez les chercheurs plaide pour un retour à une forme fantasmée d'autonomie qui implique alors un compromis, celui de ne pas s'intéresser à ce qu'on fait de leurs résultats. Isabelle Stengers y voit une forme de « connivence irresponsable ».

Nous avons besoin d'un autre type de science, avec un changement institutionnel, donc politique, qui passerait par un changement de conception du métier de chercheur scientifique, comme le propose le concept de « slow science » récemment développé. Selon Isabelle Stengers, « la société devrait donner aux chercheurs le temps dont ils ont besoin », les thèmes de la responsabilité et de la lenteur font partie de sa conception du possible.

Pour être responsable il faut être capable d'imaginer les conséquences, être capable de répondre à d'autres positions possibles et voir si sa propre position peut se justifier. C'est pourquoi il faut parler de responsabilité au niveau de l'individu, non pas au niveau de l'institution. Ralentir c'est s'attaquer à l'institution scientifique qui sépare les scientifiques des problèmes de leur époque. Changer l'institution permettrait la création de scientifiques capables de participer à d'autres types d'intelligences collectives. Ce ralentissement des sciences permettrait alors de répondre aux besoins qu'a la connaissance de se déployer de multiples manières, avec d'autres manières de valoriser, d'être évaluée.

C'est une lutte politique sur ce thème que nous avons à mener et non une revendication morale. La responsabilité est une construction socio-politique, à l'instar de ce que sont les droits. Il y a une responsabilité des chercheurs pour la confusion entre fait conventionnel en laboratoire et fait hors laboratoire, car l'expertise est pleine de conventions, elle ne garantit rien.

La Convention de Citoyens reste un point de repère, une excellente solution pour poser la question de la responsabilité et la politique, telle qu'elle fonctionne actuellement dans ses rapports de soumission au marché, ne peut pas l'accepter.

http://www.kheper.org/Isabelle-STENGERS

UNE SCIENCE RESPONSABLE EST-ELLE POSSIBLE ?

PONT LAGRAND // EYGUIANS // 23 AOÛT 2015

La question a été principalement abordée sous trois angles.

1. *La responsabilité* doit être pensée en prenant en compte les conditions d'exercice du métier de chercheur.

La recherche de financements est très compétitive, donc le cadre n'est pas propice à la responsabilité.

Contrairement au médecin, le chercheur ne prête pas serment. A-t-il un moment de sa formation/carrière consacré au fait de « ne pas nuire » ?

Les zones de liberté du chercheur existent mais il ne s'agit pas seulement de les défendre. L'important est d' « entrer en résistance » face à la précarisation du métier.

2. *La souffrance au travail*

La souffrance au travail a été le sous-thème le plus abordé lors de cette matinée. Un certain nombre de participants, chercheurs et non-chercheurs, se sont exprimés sur les souffrances vécues dans leurs pratiques professionnelles.

Le monde de la recherche n'est pas un monde à part, les chercheurs connaissent des conditions politiques et de pratiques similaires aux autres champs d'activités. La course au temps est au cœur de cette souffrance. On y retrouve également la pression sociale vécue au sein des structures de travail, qu'elle soit issue de la hiérarchie ou venant de collègues, ou encore l'abondance de sollicitations par e-mail qui crée du stress.

3. *L'interdisciplinarité*

Certaines expériences de travail en situation d'interdisciplinarité ont été présentées. Les échanges qui ont porté sur ces expériences font ressortir un déséquilibre parfois rencontré dans la démarche de chercheurs d'investir des espaces interdisciplinaires sans y reconnaitre l'altérité. De même, il a été observé l'ambivalence d'un discours institutionnel prônant l'interdisciplinarité - pouvant être considéré comme un mot d'ordre idéologique - dans les pratiques de recherche alors même que les pratiques d'évaluation restaient centrées sur les cadres disciplinaires.

N.B. Cette séance a été précédée de la lecture d'un texte de Françoise Martin Cola et Jean Pierre Quillec, membres du groupe local. Ce texte intitulé *Science, éthique et responsabilité* est disponible à l'adresse suivante :

http://sciencescitoyennes.org/ub2015_science-ethique-responsabilite/

Les thèmes joués :
- Le varroa et la question du recours au traitement chimique pour sauver une ruche de l'hécatombe ;
- Les électrosensibles : présentation d'une pluralité d'acteurs et d'enjeux concernant la multiplication des ondes électro-magnétiques à partir de l'utilisation du téléphone portable ;
- L'origine des produits que nous consommons au quotidien et les cas de conscience que nous pose la manière dont ils sont produits et leur acheminement ;
- La consommation : «J'achète ou pas des fraises en plein hiver ?» ;
- La réflexion d'une doctorante face à une proposition de stage très intéressante mais dans un laboratoire financé par l'armée.

Un homme modulaire pour une science modulaire : clinique du mal-être

Intervention filmée de Miguel Benasayag

La souffrance a toujours accompagné la vie. Ce qui est nouveau c'est l'intolérance à la souffrance de notre époque et la promesse des nouvelles technologies d'offrir les moyens d'éviter toute souffrance. Une des causes des nouvelles souffrances est cette promesse de la technologie car, d'un point de vue clinique, physiologique, les moments de souffrance sont des moments importants de réflexion, d'élaboration.

On vit aujourd'hui une mutation anthropologique, « l'homme du pli », du dialogue interne est en train de laisser la place à un humain panoptique, du feedback permanent, qui se méfie de toute antériorité.

Il ressort de recherches menées que les fonctions des populations urbaines, « technologisées » en permanence avec des artefacts, arrivent à un niveau de dislocation individuelle et entraine une simplification de la personne qui la réduit à des modules simplifiés. Les technologies provoquent des souffrances résiduelles, car des éléments de l'individu refusent par la souffrance d'être réduit.

Ces nouveaux outils, censés être des artéfacts au service de l'homme, s'hybrident avec du vivant et provoquent des modifications. Ils font advenir un « homme simplifié », car le rapport intime avec les machines simplifie les fonctions cérébrales.

Une autre science est possible. Le problème central de la recherche c'est qu'elle n'est pas libre. Elle n'a pas de limitation éthique, religieuse, mais la recherche est prisonnière plus que jamais de ceux qui vont la financer dans un objectif de rentabilité.

La science a également un problème épistémique, les chercheurs ignorent que les questions qui se posent dans la science ne sont pas scientifiques. Elles sont « époquales ».

Pour que la science soit libre, il faut que les chercheurs scientifiques aient accès à l'origine des questions qu'ils se posent. Dans chaque branche de la science, les questions ne sont pas d'origine interne, elles viennent d'un soubassement qui est époqual. Le chercheur doit être formé à découvrir les questions socles de sa recherche pour ne pas être dupes de la technicité d'une science captée par les intérêts, une formation épistémologique des chercheurs est indispensable pour comprendre le rapport technique-époque.

http://www.kheper.org/Un-homme-modulaire-pour-une

L'éthique en pratique

A partir de son expérience d'enseignant dans le secondaire, François Rousseau souhaitait intervenir le thème de l'introduction des ordinateurs dans les écoles. Il constate que les CDI (Centre de documentation et d'information) des collèges sont transformés en « cyber-cafés ». Les enfants font des recherches dans les ordinateurs et n'ont plus dans les livres. Ce phénomène a émergé en 1985 (Plan Fabius), puis s'est accéléré lorsque Claude Allègre fut ministre de l'Education nationale (1998) et engagea la « libéralisation de l'éducation ». Les enseignants sont aussi amenés aujourd'hui à réaliser le remplissage des absences, des notes, du contenu des cours sur un ordinateur contrôlé par le principal et les inspecteurs. Plusieurs raisons justifieraient que l'on renonce aux ordinateurs dans les écoles. Des études scientifiques ont démontré que l'utilisation excessive des ordinateurs provoquait chez l'enfant une augmentation des troubles de l'attention, des problèmes d'addiction, d'écriture ou encore de motricité. Le rapport bénéfice/coût de l'utilisation des ordinateurs est aussi à mettre en lumière, les ordinateurs sont régulièrement changés, car rapidement démodés et ils doivent donc être stockés. La nécessité de renouveler le parc informatique ne prend pas en considération le coût humain dû à la construction des ordinateurs avec des métaux lourds et les problèmes de la dépollution. Un des problèmes majeurs est également celui de la servitude volontaire, professeurs, enfants, parents réclament des ordinateurs.

François Rousseau émet une hypothèse pour expliquer la persistance du phénomène : les résultats des recherches menées ne sont pas accessibles au public, Il y a une paresse intellectuelle du corps enseignant qui se couple avec une malhonnêteté des médias et une naïveté coupable de certains intellectuels.

Si la présence des ordinateurs était déterminée par une Convention de Citoyens, il n'y aurait pas d'ordinateur à l'école. L'éducation nationale à une responsabilité énorme. De l'intérieur, il lutte pour un autre type de rapports sociaux dans l'école et pour réhabiliter un individu qui n'est pas la somme de modules.

http://tinyurl.com/UB2015-fondement-ethique

L'éthique en solitaire

Vincent Lamirand narre son éthique en solitaire, en tant que jeune chercheur en poste à l'étranger. Il décrit son parcours comme un chercheur né, avec l'envie d'inventer dès son enfance, une formation de thèse en physique nucléaire à l'IRSN et l'intérêt intellectuel fort dans ce domaine d'activité, ce qui l'emmène jusqu'au CEA (Commissariat à l'énergie atomique). Après une période de chômage, il est accueilli en Suisse, pour un poste avec une grande liberté expérimentale. Après avoir fixé des limites quant à son activité, Vincent continue sa vigilance éthique, en se réjouissant de pouvoir témoigner et peser depuis l'intérieur.

L'éthique en comité

Pour aborder l'éthique en comité, Jacques Testart rappelle la relative jeunesse du sujet de la bioéthique, avec, par exemple, la création en France du Comité Consultatif National d'Ethique (CCNE) en 1983, sa nombreuse production depuis 30 ans (120 avis rendus), la réduction progressive de son pouvoir et de la place de réels contradicteurs (en particulier religieux) en son sein. Il appelle au maintien de ce type de comité permanent, enrichi par la présence de personnes de sciences humaines et sociales, en réduisant le nombre de médecins, ne représentant qu'eux-mêmes. Cependant, il regrette le rôle actuel joué par ces comités, réduit à un « jardin d'acclimatation des pratiques » : débat maintenu le temps nécessaire pour l'acceptation. Un débat intéressant s'en suit sur les dérives de la reproduction médicale humaine et la montée du transhumanisme.

http://www.kheper.org/F-ROUSSEAU-V-LAMIRAND-et-J-TESTART

GÉRONIMO CHAPEAU & IOANES QUINTÊTE MÉTÈQUE

Après 3 journées d'intenses sollicitations de nos hémisphères gauche, nos sens ont accueilli avec bénédiction les variations musicales offertes par Géronimo Chapeau et le groupe Ionaes Quintête Métèque, deux délices sonores auxquels l'assistance s'est abandonnée.

ILS ONT FAIT L'UNIVERSITÉ BUISSONNIÈRE

En octobre 2014, lorsque le conseil d'administration s'est réuni en compagnie de quelques adhérents pour un week-end de réflexion stratégique, il a été décidé d'instituer deux événements pour alimenter la vie associative de la FSC : d'une part, de répéter tous les 2 ans cet exercice de « remue-méninges » interne, de formalisation et de suivi de la stratégie de l'association ; d'autre part, de l'alterner l'année suivante avec un événement ouvert et convivial, impliquant les adhérents et élargi aux sympathisants, ainsi que toute personne voulant rejoindre cette réflexion commune sur le rapport sciences-société.

Cette année est donc la première édition de l'Université Buissonnière qui fait suite à un événement similaire, sorte d'avant-première, réalisé au même endroit en 2013 pour célébrer les 10 ans d'existence de l'association. L'idée est de travailler sur un thème particulier, différent en fonction des éditions. Cette année, le thème retenu était « Science, éthique et responsabilité ». L'habileté des organisateurs a permis de faire cheminer ensemble des participants de tous horizons lors de l'événement, mais aussi le long d'une année entière pour le groupe local. Car cet événement a été voulu pour cela : créer un moment de réflexion, de partage et d'échange sur les sciences et les techniques trop souvent confinés dans des sphères dont sont exclus les citoyens. Pourtant, ce domaine d'activité influence de plus en plus fortement nos modes de vie.

En fait, cette Université Buissonnière présente un double-pari : elle doit à la fois porter au plus près du citoyen le débat sur la démocratisation des sciences, et ancrer la réflexion et le travail de l'association au cœur de la société conformément à sa vocation d'association citoyenne désireuse de réunir en son sein chercheurs et non chercheurs. Un tel événement contribue largement au processus entamé depuis plus d'un an visant à structurer la FSC au plus près de ses adhérents et créer les conditions de multiples implications locales.

Cette première édition de l'Université Buissonnière a reposé sur un engagement bénévole local important et cette dynamique devrait se poursuivre peut-être sous la forme d'un groupe constitué de la FSC dans les Hautes-Alpes. Nous avons tout à gagner de tels développements et je ne peux qu'inviter nos adhérents, à l'instar de Pierre et Jocelyne Mallet, à nous rejoindre pour penser et préparer la prochaine Université Buissonnière.

Bertrand Bocquet
Président de la FSC.